

Indicateurs Ecophyto

Synthèse par Claudine Joly, FNE, 22.11.2015

Au départ la demande de France Nature Environnement dans le cadre du Grenelle de l'Environnement (2007 fiche action cahier agriculture FNE) était la **réduction de 50 % de l'USAGE** des pesticides (en 5 ans, on n'avait pas hésité !). Cette réduction d'usage a été retenue dans l'engagement conclusif du discours de Sarkozy (« en 10 ans et si possible » mais bon c'était déjà énorme !). A l'automne 2007, il a dans ce discours confié la responsabilité à Michel Barnier (ministre de l'agriculture de l'époque) de mettre en place un plan sur cet objectif précisément.

Cet objectif de réduction d'usage global a été maintes fois contesté par la profession agricole en général, les firmes, distributeurs ... **sur le principe que**

- l'important c'est **le risque** (évalué au travers de références toxicologiques établies par l'Union Européenne pour l'évaluation de la substance active avant autorisation) **ou l'impact réel** (c'est à dire l'impact constaté par des mesures sur le terrain)
- la directive européenne sur l'usage durable des pesticides parle de réduction du risque (mais aussi de la dépendance).

Nous sommes toujours restés très attachés à cette notion de diminution globale de l'usage pour les raisons suivantes :

Les pesticides sont par essence même dangereux (ils ont pour fonction de tuer des organismes vivants), l'évaluation avant autorisation de mise sur le marché conclut à un risque « acceptable ou non » pour la santé humaine et l'environnement avec de très nombreuses lacunes dans l'évaluation (entre autres : effets cocktails, perturbateurs endocriniens, rôle des coformulants, méconnaissance des expositions,...). Les références toxicologiques sont très limitées (espèces sélectionnées pour être utilisables en labo). Pour l'impact les données sont soit peu nombreuses, soit de qualité très variable ou non suivies (même pour l'eau).

Donc il faut bien constater que **les données sont insuffisantes pour évaluer le risque ou l'impact sérieusement** surtout de façon agrégée (et croyez bien que nous le regrettons fortement mais il faut regarder les choses en face).

Face à toutes ces carences, il n'est pas possible de demander autre chose que de **réduire globalement l'usage (ce qui n'empêche pas de demander quand même de retirer les Substances Actives reconnues très dangereuses** comme les Cancérigènes Mutagènes ou Reprotoxiques (CMR), les néonicotinoïdes, ..).

Il faut sortir de l'utilisation systématique de ces produits pour au contraire s'appuyer sur le fonctionnement de l'agroécosystème (qui ne peut fonctionner que si on ne l'éradique pas à grands coups de pesticides).

Il faut bien comprendre que **la recherche de la diminution du risque incite à substituer des produits par d'autres produits** a priori moins dangereux, **dans ce cadre on ne repense pas fondamentalement l'agriculture**, on ne s'appuie pas sur l'agroécosystème, on ne change pas de paradigme, on attend que les firmes sortent des produits mieux tolérés **d'après l'évaluation officielle**.

Il y a donc une différence fondamentale entre les 2 objectifs : diminution d'usage global ou diminution du risque global et leurs indicateurs associés.

Les indicateurs du plan jusqu'en 2014 :

Les résultats globaux du plan sont suivis jusqu'à présent au travers de **2 indicateurs d'usage** : le **NODU** (Nombre de Doses Unités, en principe en 1^{ère} position) et la **QSA** (Quantité de Substance Active, en complément, suivi de fait par les firmes depuis toujours à partir des ventes des distributeurs, pas d'autre donnée globale avant le plan).

Pourquoi le NODU plutôt que la QSA ? Quand on remplace un insecticide utilisé à 1 kg / hectare par un insecticide qui obtient le même résultat voire plus avec une dose de 10 gramme à l'hectare, l'UIPP (l'industrie des pesticides) dit qu'il y a un gros progrès de fait puisque la quantité utilisée est bien moindre, et nous disons que non, que ce n'est pas sûr du tout (voire largement le contraire) et donc que ce qu'il faut considérer pour apprécier la pression phytosanitaire sur le territoire est le nombre de doses appliquées et non la quantité de produit utilisée ; au moins le biais grossier d'évaluation de l'usage juste par le poids produit utilisé est évité alors qu'il est toujours utilisé par les firmes pour communiquer.

Comment est calculé le NODU :

A partir des ventes exprimées en kg de produit commercial, données qui remontent des distributeurs vers les Agences de l'Eau, pour paiement ou non (en fonction de la toxicité) de la Redevance Pollution Diffuse. La quantité de produit est transformée en quantité de Substance Active contenue dans les produits, cette quantité totale de SA est rapportée à une **Dose Unité** qui est calculée à partir de la dose homologuée maximale de la substance active pondérée par la proportion d'usage par culture, cible, surfaces ... ce qui donne le nombre de doses unités.

Le calcul de la DU demande beaucoup de données, il est lourd mais il a été **calculé en 2008 et sert de référence fixe**, ensuite par rapport aux quantités de substances actives vendues tous les ans. Nous avons plutôt demandé de retenir uniquement la dose homologuée pour l'usage le plus fréquent mais bon quand on peut faire simple ... de plus il s'agit de faire un suivi donc pourquoi faire une DU complexe au départ ? Peut-être pour maîtriser cette donnée qu'il est très difficile d'extraire du ministère de l'agriculture (même pour le MEDDE, ministère de l'écologie d'ailleurs).

Donc le NODU est le nombre de doses de pesticides vendues (donc utilisées a priori) sur notre territoire (hors importations frauduleuses).

Le NODU c'est déjà mieux que la QSA, donc on prend !

Mais tout le monde continue à dire (et il paraît que la consultation publique sur le plan était aussi unanime, pas nous c'est sûr, mais il faut croire que nous sommes de peu de poids): **l'important c'est le risque ou l'impact**, l'UE cherche à définir des indicateurs de risque et d'impact pour mettre dans sa directive, alors ...

En 2010, est mis en place un groupe de travail sur les indicateurs de risque et d'impact, nous y sommes allés à reculons en disant ce qu'il faut maintenant c'est travailler sur la définition, la mise en place de pratiques alternatives et ne pas perdre de temps par ailleurs mais nous étions seuls à le dire donc nous (Pierre Guy et moi) avons suivi stoïquement ce travail pour bien connaître ce qui pourrait en sortir (suivant le principe je ne critique que ce que je connais).

D'abord un travail de compilation de tous les indicateurs de ce type existants au monde par l'ORP (ANSES) avec analyse des avantages, inconvénients pour un suivi Ecophyto. Il en est sorti très rapidement :

- **qu'il n'existait pas** d'indicateur sanitaire et environnemental global acceptable, ceux utilisés dans d'autres pays sont incomplets, complexes et donc non communicables
- qu'il fallait donc travailler sur une batterie d'indicateurs : risques et impacts suivant différents compartiments : alimentation, santé des utilisateurs, eau, air, sol, biodiversité

D'où subdivision en cinq sous groupes de travail et réunionite aigue (nous n'avons pas pu tout suivre)!!

Dans ces cadres, hormis pour l'alimentation pour laquelle il existe beaucoup de données que ce soit de présence et d'exposition (quant au risque, quelle est la valeur réelle des références toxico actuelles ?), on s'est aperçu que l'on manquait de beaucoup de données soit de références toxicologiques pour faire un suivi du risque soit de mesures cohérentes pour faire un suivi de l'impact (même pour l'eau, alors pour les autres compartiments ...). Certains groupes ont de ce fait disparu : sol, santé utilisateurs, pour d'autres les indicateurs les « moins pires » ont été retenus, des études ont été lancées pour améliorer les choses ...

Devant les carences constatées, je me suis élevée plusieurs fois contre la diffusion grand public des résultats des indicateurs retenus, ces indicateurs pouvant apporter certaines informations pas forcément inintéressantes mais dont il fallait absolument connaître les limites. Comme me l'a dit en réunion la représentante de l'ANSES « madame Joly, il faut que vous finissiez par comprendre que les indicateurs de risque n'évaluent pas le risque », ok, effectivement les indicateurs de risque permettent le suivi de certains éléments du risque (ceux qui sont en fait effectivement exploitables mais pris isolément pas pour autant significatifs (que vaut la DL50 abeilles / survie de la colonie par exemple ?).

De plus dans ces indicateurs, on pondère, quand on n'a pas de donnée, on met 0 ou 1 ou ?? On met face à face des tonnes et des microgrammes ... Suivant les règles adoptées, on a pu constater des résultats extrêmement différents alors que les chercheurs jouent, d'accord mais au-delà ...

Nouvel indicateur proposé à l'automne 2015 pour le suivi global du plan :

Cet indicateur (qui ne dit pas son nom : danger, risque, impact a priori ??) prend en compte

- la QSA de substance active
- la santé du consommateur par l'alimentation (Dose Journalière Admissible)(attention dans le cadre Ecophyto, nous ne sommes que sur les pesticides vendus en France, comme beaucoup d'aliments sont importés, on n'est pas sur le suivi du risque alimentaire pour l'homme)
- le risque pour les organismes aquatiques en utilisant la référence toxicologique PNEC (concentration sans effet, mieux que la Dose Létale 50 il est vrai)
- le risque pour les oiseaux : en utilisant la concentration sans effet dans l'aliment NOEC ou la dose absorbée per os sans effet NOEL (même commentaire)

Ces références toxicologiques étant issues de l'UE (EFSA, Agence Européenne de sécurité Sanitaire) après des travaux sur les espèces de laboratoire classiques (si tant est qu'on les ait réellement pour toutes les SA même dans ce cadre limité, ces références n'existent pas pour les autres espèces ou de façon parcellaire)

Donc, au delà **des limites importantes pour les groupes observés**

- **homme : et l'utilisateur ?**
- **eau, oiseaux :** très faible nombre d'espèces utilisées pour déterminer les références toxicologiques, risque réel ?

ne sont pas du tout pris en compte les risques pour le sol et pour le reste de la biodiversité. Quid des vers de terre (entre autres), des pollinisateurs, des amphibiens, ... la liste serait très longue.

A notre question : pourquoi cette absence de prise en compte ? La réponse est : nous n'avons pas de données suffisantes et **notre réponse est alors : quand on n'a pas les données suffisantes on ne fait pas !**

Une simulation a été faite à partir des données existantes entre 2009 et 2013, **figurez vous que ce nouvel indicateur montre une diminution du risque**

de 2 % ! (beaucoup de mal pour peu de résultat mais quand même **mieux qu'avant puisque le NODU a une fâcheuse tendance à augmenter**).

La simulation sur chacun des 3 groupes retenus **montre une forte diminution de la partie santé entre 2010 et 2011 (retrait de plusieurs molécules par l'UE), les parties eau et oiseaux tendant à augmenter nettement**, entre 2011 et 2013 augmentation générale ! Tout ce mal pour ça !

Arrêtons de nous prendre la tête sur des indicateurs plus tordus et indigents les uns que les autres, à la rigueur utilisons les indicateurs les « moins pires » sélectionnés dans le cadre des groupes de travail Ecophyto (mais attention à une communication qui sélectionnera l'indicateur qui lui convient !) mais **surtout travaillons enfin sur la connaissance de l'agroécosystème, les méthodes alternatives, leur diffusion,...**

Par ailleurs, restent à finaliser sur le terrain de façon urgente : **l'IFT SA (l'Indice de Fréquence de Traitement Substance Active) en remplacement de l'IFT produit** (indicateur utilisé par l'exploitant chez lui qui calcule le nombre de doses pleines de produit appliquées sur la parcelle) afin de bloquer les fausses réductions d'usage en remplaçant 2 produits avec 1 SA par 1 produit avec 2 SA (**escroquerie !**) et l'IFT de référence régional pour qu'il corresponde à l'usage médian et non au 7^{ème} décile (70 % des agriculteurs en dessous de ce niveau d'usage) comme c'est le cas actuellement (**biais trompeur** en communication pour l'évaluation des pratiques existantes).

Aux dernières nouvelles le NODU serait conservé plus un panier d'autres indicateurs, à suivre !